



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations des Deux-
Sèvres**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES INJECTEURS NIORTAIS

Pied Blanc - 7 ROUTE DE NIORT

—

79270 St Symphorien

Références : 2026 00718
Code AIOT : 0100053860

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement LES INJECTEURS NIORTAIS implanté La Grande Rivière - RD 106 -- 79230 Aiffres. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de récolement suite à la mise en service de l'unité de Méthanisation

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES INJECTEURS NIORTAIS
- La Grande Rivière - RD 106 -- 79230 Aiffres
- Code AIOT : 0100053860
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de méthanisation agricole d'une capacité de 29.9 tonnes jour de matières entrantes, avec injection de gaz dans le réseau GRDF, déclarée sous la preuve de dépôt n°A-4-N8U778RJ7W en date du 02/08/2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.51.	Demande d'action corrective	6 mois
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		10/11/2009, article I > 2.10.2.		
21	Phase de démarrage des installations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.7.3.	Demande d'action corrective	6 mois
24	Matériels utilisables dans les zones à risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
26	Permis d'intervention. - Permis de feu	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.6.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.1.	Sans objet
3	Accessibilité en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.5.2.	Sans objet
4	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.6.	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.7.	Sans objet
6	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.8.	Sans objet
7	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.9.	Sans objet
8	Rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.10.1.	Sans objet
10	Cuves de méthanisation et cuves de stockage du percolat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.12.1.	Sans objet
11	Cuves de méthanisation et cuves de stockage du percolat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.12.2.	Sans objet
12	Cuves de méthanisation et cuves de stockage du percolat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.12.3.	Sans objet
13	Caractéristiques des canalisations et stockages de biogaz et de bi...	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.13.	Sans objet
14	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.15.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Gestion du biogaz lors de dysfonctionnement de l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.16.	Sans objet
16	Surveillance de l'exploitation, astreinte et formation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.1.1.	Sans objet
17	Formation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.1.2.	Sans objet
18	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.6.1.	Sans objet
19	Vérification périodique de l'étanchéité des équipements	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.6.2.	Sans objet
20	Surveillance du procédé de méthanisation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.7.2.	Sans objet
22	Localisation des risques : classement en zones à risque d'explosio...	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.1.	Sans objet
23	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.3.	Sans objet
25	Interdiction des feux	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.5.	Sans objet
27	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 5.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Établissement globalement conforme à la réglementation en vigueur

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation satisfait les dispositions suivantes : - elle n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine ; - elle est distante d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages et des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques; la distance de 35 mètres des rivages et des berges des cours d'eau peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau.

<p>La distance entre l'installation et les habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, ne peut pas être inférieure à 100 mètres, à l'exception des équipements ou des zones destinées exclusivement au stockage de matière végétale brute ainsi qu'à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.</p> <p>Le dossier de déclaration mentionne la distance d'implantation de l'installation et de ses différents composants par rapport aux habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, aux stades ou aux terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et établissements recevant du public.</p> <p>La distance entre les installations de combustion ou un local abritant ces équipements (unités de cogénération, chaudières) et les installations d'épuration de biogaz ou un local abritant ces équipements ne peut être inférieure à 10 mètres.</p> <p>La distance entre les torchères ouvertes et les équipements de méthanisation (digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 15 mètres.</p> <p>La distance entre les torchères fermées et les équipements de méthanisation (prétraitement, digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 10 mètres.</p> <p>La distance entre les torchères et les unités connexes (local séchage, local électrique, local technique) ne peut être inférieure à 10 mètres.</p> <p>La distance entre les aires de stockage de liquides inflammables ou des matériaux combustibles (dont les intrants et les arbres feuillus à proximité) et les sources d'inflammation (par exemple : armoire électrique, torchère) ne peut être inférieure à 10 mètres, sauf dispositions spécifiques coupe-feu dont l'exploitant justifie qu'elles apportent un niveau de protection équivalent.</p>
<p>Constats : Présence d'un plan détaillé. Les règles d'implantation et d'aménagement sont respectées</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Clôture de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.5.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.</p> <p>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p>
<p>Constats :</p>

L'installation est entièrement clôturée. Le portail est ouvert aux heures d'ouverture du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afficher les heures d'ouverture à l'entrée du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Accessibilité en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès relie la voie de desserte ou publique à l'intérieur du site et est suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Présence d'un parking pour les véhicules liés à l'exploitation du site Présence d'un accès pour les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, et notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.
Constats : Les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés (présence d'ouvertures en parties hautes et basses) et pourvus de détecteurs de gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret no 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail. Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.
Constats : Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur. Présence de l'attestation de conformité - visa du Consuel en date du 26 novembre 2024. Présence d'un groupe électrogène dans le local technique hors zone inondable
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et organise à fréquence annuelle des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et annexés au programme de maintenance préventive visé au point 3.6.2.
Constats : Les équipements métalliques (hangar, BTP) sont mis à la terre et ont été vérifié le 28 octobre 2024. Présence de parafoudre. Rapport de vérification des organes de lutte contre l'incendie en date de septembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.9.

Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
Constats : Les sols sont bétonnés (absence de fissure) Présence d'un plan des réseaux qui permet de mettre en évidence la récupération des eaux de lavage ou les matières répandues accidentellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.10.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent 2.10.1, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 ⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.
Constats : Le site est entouré d'un merlon. Les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage. La lagune contenant le digestat liquide est constituée d'un double géomembrane.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.10.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions

conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Présence de vannes (non identifiées sur plan ni physiquement) pour obstruer le réseau des eaux pluviales en cas de déversement accidentel, afin de les contenir dans le bassin et de pouvoir les traiter comme des déchets. Les réservoirs sont équipés de jauges de niveau ou de capteur de sur-remplissage
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Identifier les vannes sur le plan des réseaux et physiquement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Cuves de méthanisation et cuves de stockage du percolat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.12.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale, tel qu'une membrane souple, un disque de rupture, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : Le digesteur est équipé d'un dispositif de limitation des conséquences en cas de surpression brutale (membrane souple, évent).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Cuves de méthanisation et cuves de stockage du percolat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.12.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit.
Constats : Présence d'un capteur de dépression (soupapes et antigel) vérifié régulièrement et répertorié dans le plan de maintenance préventive.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Cuves de méthanisation et cuves de stockage du percolat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.12.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation ayant conduit à leur sollicitation.
Constats : Absence de débouchés sur un lieu de passage
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Caractéristiques des canalisations et stockages de biogaz et de bi...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.13.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 1.4 du présent arrêté. Les canalisations en contact avec le biogaz, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides sont constitués de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs. Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans, ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz fixe est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.
Constats : Les canalisations sont identifiées par des couleurs normalisées Les raccords, fixations, câblage sont vérifiés régulièrement et répertoriés dans le plan de maintenance préventive. Présence de détecteur de gaz fixe dans toutes les zones ATEX confinées ainsi qu'un détecteur de gaz portatif pour le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.15.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant au moins quatre mois ou pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible. Cette disposition n'est pas applicable si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p> <p>Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p> <p>Les installations de stockage non couvertes doivent faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé au point 3.6.2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le digestat solide est stocké sous le hangar dont les jus de silos et de lavage sont récupérés et dirigés vers la pré-fosse (jus réinjecté dans le digesteur)</p> <p>Le digestat liquide est stocké dans une poche souple double membrane de 5 000 m³, équipée d'un détecteur de remplissage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Gestion du biogaz lors de dysfonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 2.16.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations- Aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent point.</p> <p>Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er juillet 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.</p> <p>Pour toutes les installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé au point 3.6.2, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une</p>

<p>torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.</p> <p>Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.</p>
<p>Constats : Présence d'une torchère équipée d'un arrête flamme conforme à la NF EN ISO 16852. Le temps de torchage est enregistré. En 2025 il est de 13 heures. Ce temps correspond à un essai de fonctionnement hebdomadaire dans le cadre de la maintenance régulière de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Surveillance de l'exploitation, astreinte et formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien</p>
<p>Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des risques liés au biogaz.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation (alarme transférée sur le téléphone portable de la personne d'astreinte). Elle est organisée et implique six personnes en rotation. De plus elle est renforcée par du personnel de sous-traitance (deux contrats) qui sont joignables 24h/24 et qui peuvent prendre à distance le contrôle de l'unité afin d'évaluer l'urgence. Un incident de rupture de tuyauterie enterrée suite à des travaux a été découvert en décembre 2025 par des promeneurs. Les travaux ont été réalisés et la déclaration a été initiée via le nouveau site de déclaration le jour de l'inspection (nouvelle procédure dématérialisée remplaçant la fiche BARPI). A ce jour l'incident est clos. L'exploitant maîtrise l'outil de déclaration des incidents-accidents qui est directement transférée à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.</p> <p>À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation.</p> <p>Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence des attestations d'acquisition de compétences.</p> <p>Les différents thèmes abordés pour l'installation d'épuration sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaître le fonctionnement général de l'installation d'épuration de biogaz • Connaître le trajet du biogaz et les étapes de son traitement • Connaître le fonctionnement des différentes unités fonctionnelles constituant l'installation de traitement du biogaz • Gérer en sécurité le fonctionnement de l'installation de traitement du biogaz (être capable de s'assurer quotidiennement du fonctionnement en sécurité de l'installation et de respecter la législation en vigueur relative à l'installation) • Maîtriser les outils de supervision de l'installation de traitement du biogaz (démarrer la supervision sur ordinateur, sélectionner les "vues", identifier les différentes unités de fonctionnement, modifier les paramètres, redémarrer et arrêter l'installation, accéder et faire un historique des événements, analyser les courbes) • Connaître le plan de maintenance de l'installation de traitement du biogaz • Savoir remédier aux dysfonctionnements de base de l'installation de traitement du biogaz (être capable de repérer la cause d'une petite panne, faire un diagnostic, savoir mettre en place une action corrective). <p>Les différents thèmes abordés pour le process de méthanisation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mise en chauffe : <ul style="list-style-type: none"> • Consignes de remplissage / chauffage envoyées par courriel • Vérification du sens de rotation des agitateurs • Chaudière installée et opérationnelle

<ul style="list-style-type: none"> • Vérification du système de chauffage (circulation, pression, purge, vanne trois voies) • Sonde température huilée et vérifiée • Rappel des consignes de chauffage • Formation gestion du réseau de chaleur (température, pression, purge d'air) <p>– Remplissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tester le détecteur de sur-remplissage • Tester le détecteur de sous-pression gaz • Formation process (explication supervision, pompes, soupape de sécurité, rail de serrage du collecteur biogaz...) • Agitateurs (fonctionnement...) • Formation risques et sécurité
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur. Présence de l'attestation de conformité – visa du Consuel en date du 26 novembre 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Vérification périodique de l'étanchéité des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p>

Constats : Présence de deux plans de maintenance (process, épuration) informatisés comprenant les enregistrements des dates de la réalisation et les fréquences des entretiens ou remplacement. Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont entretenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Surveillance du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien
Prescription contrôlée : 3.7.2.1. Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. 3.7.2.2. L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation, et notamment de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés. Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris : le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; -la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; -les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. 3.7.2.3. L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.
Constats : L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Présence d'un dispositif de contrôle en continu de la température du digestat, le pH, le niveau de liquide et la pression du digesteur . Cette surveillance est enregistrée en continu via le logiciel . Présence d'un enregistrement de mesure de la quantité de biogaz produit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Phase de démarrage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 3.7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien
Prescription contrôlée : L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

<p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
<p>Constats : L'étanchéité du digesteur a été effectuée en novembre 2025 (aucune anomalie détectée). Présence du mode d'emploi pour la phase de démarrage ou de redémarrage dans le classeur contenant la description de l'installation. Mais absence d'une procédure simplifiée (consigne).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Créer une procédure simplifiée (consigne) pour la phase de démarrage et redémarrage de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 22 : Localisation des risques : classement en zones à risque d'explosio...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme visuelle et sonore est déclenchée pour une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans son programme de maintenance préventive.</p>
<p>Constats : Présence d'un plan des zones à risques (les zones ATEX y sont clairement identifiées). Sur le site tous les dangers sont identifiés par des pictogrammes adaptés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou</p>

<p>privé, implantés, de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve, d'une part, à moins de 100 mètres d'un appareil et, d'autre part, à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>Ces moyens sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une réserve incendie de 120 m³, et d'une vingtaine d'extincteurs répartis sur tout le site, adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Matériels utilisables dans les zones à risque d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel implanté dans les zones pouvant présenter un risque d'explosion, identifiées conformément aux dispositions de l'article 4.1, est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risque. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.</p> <p>Les gaines et chemins de câbles électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le matériel utilisé en zone ATEX est répertorié et semble conforme mais les notices ne sont pas traduites en français.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire traduire en français les notices du matériel ATEX utilisé</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 25 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.
Constats : Présence dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion de l'interdiction d'apporter du feu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Permis d'intervention. - Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 4.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura expressément désignée. Ils sont délivrés après analyse des risques correspondants et définition des mesures de prévention. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées. Les documents ou dossier préalable nécessaire à la délivrance du permis comprennent : -la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; -l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; -les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; -l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; -lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° de ce même article. Avant la remise en service de l'équipement ayant fait l'objet des travaux mentionnés ci-dessus, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement annexé au programme de maintenance préventive visé au point 3.6.2.
Constats : Présence de l'enregistrement de la maintenance préventive ou curative

Absence d'une consigne « permis feu » remise lors de travaux effectués par des prestataires ou artisans
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place une procédure « permis feu » remise lors de travaux effectués par des prestataires ou artisans extérieurs au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 27 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable. Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues au point 5.5. Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site. L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de

ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les valeurs limites autorisées au point 5.5 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Présence d'un plan des réseaux des eaux résiduaires et des eaux pluviales
Présence d'un dispositif permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels.

Type de suites proposées : Sans suite